

Unis et mobilisés, nous pouvons gagner !

Ce jour lundi 25 janvier 2010, les salariés étaient réunis en assemblée générale pour être informés du projet présenté par la direction.

Au cours de celle-ci les élus ont expliqué au personnel que nous avons le soutien de l'Union Départementale et de l'Union Locale CGT et que leurs représentants regardaient à la loupe le dossier Bussière.

Un représentant de l'Union Départementale CGT du Cher est d'ailleurs venu à la rencontre des militants de l'entreprise pour faire le point de la situation et réfléchir à l'ébauche d'un plan d'action syndicale impliquant le syndicat de l'entreprise, l'Union locale CGT du Saint-Amandois et l'Union départementale CGT du Cher. Nous ne partons pas de rien puisque nous avons déjà fait des propositions.

Chacun connaît la situation : le groupe CPI a annoncé la suppression de 117 à 150 postes sous prétexte de modernisation de l'appareil productif.

Qu'on ne s'y trompe pas : la CGT n'est pas opposée à la modernisation et aux progrès technologiques bien au contraire. D'ailleurs, cela fait 14 ans que le syndicat CGT Bussière réclame les investissements nécessaires à la modernisation du parc machines. La direction est restée toutes ces années sourdes à nos revendications.

La modernisation, cela s'anticipe et cela implique :

- un plan de formation du personnel bien en amont,
- la reconnaissance des nouvelles qualifications en termes de salaire.

Aujourd'hui, tout d'un coup, la direction du groupe nous annonce la grande modernisation mais à la clé, la suppression de la moitié des effectifs.

C'est inacceptable !!!

Qu'on nous comprenne bien : il n'est pas question pour la CGT de s'opposer au départ en retraite anticipée des personnes ayant accompli une longue carrière.

Ils ont bien mérité de partir, mais pas au chômage !!!

Par contre, un plan industriel digne de ce nom implique que ces départs soient remplacés par des embauches de salariés plus jeunes.

La direction dit qu'elle ne veut pas engager le processus de manière brutale et déclare nous donner un délai de 2 ans pour négocier. Nous en prenons acte. La CGT, aidée par les experts qui suivent le groupe et l'entreprise mettra à profit ce temps pour élaborer des propositions alternatives. Nous entendons utiliser toutes les Saint-Amand, le 25 janvier 2010

prérogatives des institutions représentatives du personnel (CHSCT, Comité d'Entreprise, Délégué du Personnel, etc.).

Cela ne suffira pas, la mobilisation du personnel et de la population sera nécessaire.

Maintenir et développer le potentiel industriel du Saint-Amandois et du département du Cher.

L'industrie, c'est ce qui fait vivre un pays. C'est l'industrie qui produit des richesses et qui par là permet le financement des services (éducation, santé, recherche, protection sociale et retraites).

C'est pourquoi l'avenir de BUSSIERE n'est pas l'affaire des seuls salariés de l'entreprise mais de toute la population locale car **la réduction des effectifs chez BUSSIERE, même avec la modernisation annoncée aurait un impact très négatif sur l'économie locale, départementale et régionale.**

Les salariés de BUSSIERE n'ont pas à payer l'irresponsabilité et la cupidité de la direction qui n'a pas investi depuis 14 ans.

Toutes les parties doivent être impliquées dans la recherche d'une solution industrielle et sociale positive pour tout le monde :

- les salariés et tous leurs représentants syndicaux,
- les organisations syndicales départementales, locales et celles implantées dans l'entreprise,
- les élus locaux, départementaux et régionaux
- le ministère de l'industrie car il ne faut pas oublier que c'est avant tout les banques et les grands groupes qui ont bénéficié de l'argent public sans que cela sauve un seul emploi industriel.

Les représentants du groupe bien évidemment.

Nous ne pouvons admettre que les dirigeants de quelque groupe que ce soit pressent une entreprise comme un citron pendant des années et qu'ensuite, ils laissent à la collectivité locale le soin d'amortir les dégâts sociaux.

La direction a accepté de s'exprimer devant l'ensemble du personnel début février. Cette initiative bien que louable ne nous rassure pas du tout puisqu'elle annonce un appauvrissement du tissu industriel Saint-Amandois.

Rassemblons-nous tous pour qu'il en soit autrement !!!